

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE RENNES**

GVV/AMG

**N° 1600150**  

---

M. Fabrice BRAHIME  

---

M. Vergne  
Rapporteur  

---

M. Rémy  
Rapporteur public  

---

Audience du 2 juin 2016  
Lecture du 30 juin 2016  

---

04-02-04

30-01-02

C

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE****AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le Tribunal administratif de Rennes

(3<sup>ème</sup> Chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et des mémoires enregistrés les 15 janvier, 14 avril 2016, 23 mai 2016 et 27 mai 2016, M. Fabrice Brahime demande au tribunal, dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler le refus de la direction académique des services de l'éducation nationale d'Ille-et-Vilaine d'accorder à sa fille Sama une durée d'aide qui lui permettrait de participer à toutes les activités scolaires et périscolaires ;

2°) d'ordonner à la direction académique des services de l'Education nationale d'Ille-et-Vilaine de mettre une auxiliaire de vie scolaire à la disposition de la commune de Bruz pour permettre à sa fille de participer à toutes les activités scolaires et périscolaires et aux activités mentionnées à l'article L. 212-15 du code de l'éducation ;

3°) de constater le refus partiel d'exécuter l'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 2016 et la résistance abusive du Rectorat ;

4°) de procéder à la suppression des passages diffamatoires du mémoire du défendeur ;

5°) de publier son ordonnance sur son site internet ;

6°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- le directeur académique ne pouvait pas légalement limiter le nombre d'heures d'aide individuelle dont doit bénéficier sa fille ; cette compétence relève, en application des articles L. 146-9 et L. 351-3 du code de l'action sociale et des familles de la CDAPH ; or cette commission a notifié à la direction académique le droit de sa fille d'être aidée par une auxiliaire de vie scolaire durant le temps périscolaire et non seulement durant le seul temps scolaire ;

- le directeur académique dénie à tort le droit de sa fille d'être accompagnée par une auxiliaire de vie scolaire durant les temps d'activité périscolaire et durant le temps de garderie ;

- Mme B. est tenue d'apporter à sa fille l'aide individuelle dont elle a besoin durant les récréations ; son refus constitue une violation de l'article D. 351-16-4 du code de l'éducation ;

- la décision litigieuse ne comporte pas la motivation exigée par les dispositions de l'article R. 241-31 du code de l'action sociale et des familles ;

- la décision litigieuse est entachée d'erreur de droit : en fixant le nombre d'heures de travail hebdomadaire de Mme B., le directeur académique a limité arbitrairement le temps de travail de sa fille dans l'école et méconnu l'article 3 de la convention internationale des droits de l'enfant et l'article L. 112-1 du code de l'éducation ;

- le directeur académique commet une erreur de droit en confondant, d'une part, l'obligation d'assurer l'accessibilité aux activités périscolaires, qui incombe à la commune de Bruz, et d'autre part l'obligation d'assurer l'aide individualisée, qui incombe à l'Etat ; il ne peut être fait une distinction, au sein des activités périscolaires, entre les temps de restauration, les temps d'activité périscolaire, et les temps de garderie ;

- aucun des articles L. 916-1 et L. 916-2 du code de l'éducation ne prévoit que la charge financière de l'aide individualisée apportée aux enfants affectés par un handicap durant le temps périscolaire incombe aux mairies ;

- le refus d'aider sa fille durant les récréations est insusceptible d'être rattaché à un texte législatif ou réglementaire ;

- aucune disposition ne permet à l'Etat de choisir la partie du temps périscolaire durant laquelle sa fille doit être accompagnée par une AVS/AESH ;

- les mairies ne sont pas tenues de solliciter le rectorat pour la mise à disposition d'une AVS/AESH ; dès qu'il lui est notifié le droit de l'élève d'être accompagné par une AVS/AESH pendant la totalité des temps scolaire et périscolaire, l'Etat est tenu de prévoir l'accompagnement individualisé durant la totalité du temps scolaire, soit 24 heures par semaine et des temps périscolaires, soit 27 heures par semaine ;

- la question de la prise en charge financière du dispositif est sans influence sur l'obligation de le mettre en place ;

- si les activités périscolaires sont facultatives, le principe d'égalité exige que tous bénéficient du même droit d'accès si ces activités ont été mises en place ; le caractère facultatif ne s'applique pas à l'intervention des AVS/AESH ;

- l'article L. 351-3 du code de l'éducation réserve à la seule CDAPH et non au rectorat le pouvoir de constater la nécessité d'adjoindre une AVS/AESH à la scolarisation d'un élève et pour quelle durée ; les activités périscolaires avant et après la classe sont des activités socio-éducatives décrites à l'article L. 212-15 du code de l'éducation (et non des activités extra-scolaires) ; elles ne diffèrent pas de la pause méridienne et sont bien une composante nécessaire à la scolarisation de l'enfant ;

- la mauvaise foi et la résistance abusive de l'administration doivent être reconnues et constatées par le tribunal ;

- le rectorat commet une diffamation en imputant à sa fille la responsabilité de la limitation de sa participation aux activités récréatives et en prétendant que son attitude était un motif légitime de mise à l'écart dans la cour de récréation ;

- les mensonges du rectorat concernant son choix de ne pas scolariser sa fille le lundi après-midi portent atteinte à son honneur ; les déclarations du rectorat concernant ce prétendu choix doivent être supprimées ;

- en ne prévoyant pas une quotité d'heures précises, la décision du 23 juillet doit être interprétée comme permettant un accompagnement de l'enfant Sama pour l'ensemble des activités périscolaires mises en place par la commune de Bruz, qui relèvent du droit à l'éducation ; en l'absence de sollicitation de la mairie de Bruz il revient au rectorat de prendre en charge intégralement l'accompagnement de l'enfant Sama.

Par des mémoires en défense enregistrés les 31 mars 2016, 25 et 27 mai 2016, le recteur de l'académie de Rennes conclut au rejet de la requête.

Il fait valoir que :

- les conclusions tendant à la constatation d'une résistance abusive du requérant, notamment s'agissant de l'exécution de l'ordonnance de référé du 1<sup>er</sup> février 2016, et à la suppression de propos outrageants ou diffamatoires sont irrecevables ;

- il n'appartient pas à l'État de prendre en charge financièrement et d'organiser l'accompagnement de l'enfant pendant les activités périscolaires dès lors que ces activités ne relèvent pas du droit à l'éducation ; l'article L. 551-1 du code de l'éducation définit ces activités comme facultatives pour les enfants des écoles et pour les communes susceptibles de les organiser ; de même, en vertu de l'article L. 216-1 du même code, pour les activités éducatives, sportives et culturelles pouvant être organisées dans les locaux scolaires, ainsi que pour la restauration scolaire, qui constitue un service public facultatif pour les communes ;

- les activités périscolaires avant et après la classe ne sont pas « une composante nécessaire à la scolarisation de l'enfant » et ne contribuent pas directement au droit à l'éducation des élèves handicapés ;

- la possibilité pour l'État, prévue par l'article L. 917-1 du code de l'éducation, de mettre à disposition du personnel pour accompagner les élèves pendant ces activités n'emporte aucun transfert à l'État de la charge financière qui en résulte ; l'article L. 112-1 du même code précise que l'Etat met en place les moyens financiers et humains nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants handicapés « dans ses domaines de compétence » ;

- en fixant le nombre d'heures de travail à 30,90 heures pour l'assistante de vie scolaire accompagnant Sama, l'inspecteur d'académie n'a pas méconnu ses obligations relatives à la prise en charge de cet accompagnement ; il appartient à la commune de Bruz de prendre en charge l'organisation et le financement de l'accompagnement de Sama pendant les activités périscolaires qu'elle organise ; cette collectivité n'a pas sollicité la mise à disposition de Mme B. pour assurer l'accompagnement de Sama pendant les activités périscolaires et il n'appartient pas à l'Etat de se substituer à la commune dans l'exercice de ses compétences ;

- M. Brahime n'a pas qualité pour demander la mise à disposition d'un agent recruté par l'éducation nationale au profit d'un tiers, à savoir la commune de Bruz ;

- la demande tendant à ce qu'il soit ordonné à la direction académique que l'auxiliaire de vie aide Sama dans la cour de récréation est dépourvue d'objet et non fondée, dès lors que cette aide est déjà apportée à cet enfant de manière adaptée ;

Vu :

- les mentions du dossier attestant de la communication de la procédure à la commune de Bruz ;

- les autres pièces du dossier ;

- l'ordonnance du juge des référés du Tribunal administratif de Rennes n° 1600152 du 1<sup>er</sup> février 2016 ;

Vu :

- le code de l'éducation ;
- le code de l'action sociale et des familles ;
- la décision du Conseil d'Etat n° 345434 du 20 avril 2011 ;
- le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Vergne, rapporteur ;
- les conclusions de M. Rémy, rapporteur public ;
- et les observations de M. Brahime, requérant, et de M. Massot, représentant le recteur de l'académie de Rennes.

Une note en délibéré, enregistrée le 3 juin 2016, a été présentée par M. Brahime.

1. Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le 23 juillet 2015, la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) d'Ille-et-Vilaine a accordé à l'enfant Sama Maxo, scolarisée depuis le mois de septembre 2015 à l'école Jacques Prévert de Bruz, une aide individuelle par une auxiliaire de vie scolaire (AVS) du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 31 juillet 2016 sur le temps scolaire et périscolaire en précisant qu'il fallait tenir compte de la fatigabilité de l'enfant ; qu'en exécution de cette décision, le recteur de l'académie de Rennes a recruté Mme B. pour assister et accompagner Sama tout le temps scolaire et pendant les pauses méridiennes ; que M. Brahime n'étant pas satisfait des conditions de prise en charge de sa fille, il a notamment demandé au recteur de l'académie et ce en exécution de la décision de la CDAPH du 23 juillet 2015, que l'auxiliaire de vie scolaire assiste également Sama pendant les temps de garderie, le matin entre 8h et 8h30 et l'après-midi entre 16h30 et 18h30, et pendant le temps d'activités périscolaires, ces dernières étant regroupées, à Bruz, le jeudi après-midi ; que, le 11 janvier 2016, le directeur académique des services de l'éducation nationale lui a indiqué que les temps d'activités périscolaires étant un service public facultatif mis en place par les communes, il incombait à la mairie de Bruz d'organiser la prise en charge de Sama au cours de ces périodes, à l'exception toutefois des pauses méridiennes, lesquelles sont financièrement prises en charge par les services de l'éducation nationale, dès lors qu'elles font un lien entre deux périodes scolaires ; que la requête de M. Brahime doit être regardée comme tendant à titre principal à l'annulation pour excès de pouvoir de cette décision ; qu'en effet, si le requérant semble contester également, dans son mémoire introductif d'instance, une décision portant « refus d'apporter l'aide individualisée dont [sa] fille a besoin durant la récréation », l'existence d'une telle décision, contredite par l'administration en défense, n'est pas démontrée par le requérant ni ne ressort des pièces du dossier, et M. Brahime, qui ne formule d'ailleurs dans ses écritures ultérieures aucune demande expresse d'annulation d'une telle décision, a abandonné dans son mémoire enregistré le 14 avril 2016 ses conclusions tendant à ce qu'il soit enjoint à l'administration d'assurer que Sama soit aidée en cour de récréation ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 112-1 du code de l'éducation : « *Pour satisfaire aux obligations qui lui incombent (...), le service public de l'éducation assure une formation scolaire, professionnelle ou supérieure aux enfants, aux adolescents et aux adultes présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant. Dans ses domaines de compétence, l'Etat met en place les moyens financiers et humains nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants, adolescents ou adultes handicapés (...)* » ; qu'aux termes de l'article L. 351-3 du même code : « *Lorsque la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles constate qu'un enfant peut être scolarisé dans une classe de l'enseignement public ou d'un établissement visé au 3° de l'article L. 351-1 du présent code à condition de bénéficier d'une aide individuelle dont elle détermine la quotité horaire, cette aide peut être apportée par un accompagnant des élèves en situation de handicap recruté conformément aux modalités définies à l'article L. 917-1. (...)* » ; que l'article L. 917-1 dispose que : « *Des accompagnants des élèves en situation de handicap peuvent être recrutés pour exercer des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire de ces élèves, y compris en dehors du temps scolaire. Ils sont recrutés par l'Etat, par les établissements d'enseignement mentionnés au chapitre II du titre Ier et au titre II du livre IV de la deuxième partie ou par les établissements mentionnés à l'article L. 442-1. Lorsqu'ils sont recrutés par ces établissements, leur recrutement intervient après accord du directeur académique des services de l'éducation nationale.* » ;

3. Considérant qu'il résulte des dispositions précitées des articles L. 351-3 et L. 917-1 du code de l'éducation que les missions des assistants d'éducation affectés à l'accueil et à l'intégration scolaires des enfants handicapés s'étendent au-delà du seul temps scolaire ;

4. Considérant qu'il incombe à l'Etat, au titre de sa mission d'organisation générale du service public de l'éducation, de prendre l'ensemble des mesures et de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que le droit à l'éducation et l'obligation scolaire aient, pour les enfants handicapés, un caractère effectif ; que cette obligation implique la prise en charge par l'Etat des mesures propres à assurer l'accès de ces enfants aux activités périscolaires, alors même qu'elles ne relèveraient pas, en tant que telles, de sa compétence, dès lors que ces mesures apparaissent comme une composante nécessaire à la scolarisation de l'enfant et qu'elles sont préconisées par la CDAPH ; que le requérant est, par suite, fondé à soutenir que l'autorité administrative a commis une erreur de droit en considérant que la compétence de la seule commune de Bruz sur la création et l'organisation des activités périscolaires faisait obstacle à toute prise en charge par l'Etat d'un accompagnant pour l'enfant Sama Maxo afin de permettre à celle-ci de suivre ces activités ; que la décision litigieuse doit, par suite, être annulée ;

Sur les conclusions à fin d'injonction :

5. Considérant qu'aux termes de l'article L. 911-1 du code de justice administrative : « *Lorsque sa décision implique nécessairement qu'une personne morale de droit public ou un organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public prenne une mesure d'exécution dans un sens déterminé, la juridiction, saisie de conclusions en ce sens, prescrit, par la même décision, cette mesure assortie, le cas échéant, d'un délai d'exécution* » ;

6. Considérant, en premier lieu, que l'annulation, au point 4 du présent jugement, de la décision litigieuse, pour erreur de droit, si elle implique nécessairement un nouvel examen de la demande de M. Brahime par l'autorité compétente, n'implique pas nécessairement qu'il soit enjoint à celle-ci, ainsi que le demande le requérant, d'accorder à sa fille une durée d'aide

individualisée lui permettant « de participer à toutes les activités scolaires et périscolaires », incluant selon lui les heures de garderie ou d'accueil de loisirs périscolaire, ainsi qu' « aux activités mentionnées à l'article L. 212-15 [du code de l'éducation] » ;

7. Considérant, sur ce point, qu'il n'est pas établi et qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que la CDAPH ait entendu prescrire, dans sa décision du 23 juillet 2015, une assistance de la jeune Sama par un accompagnant non seulement durant le temps scolaire proprement dit et durant les activités périscolaires prévues à l'article L. 551-1 du code de l'éducation, qui en sont le prolongement, mais aussi durant les heures d'accueil périscolaire de loisirs et de halte-garderie ; qu'en tout état de cause, l'accueil en halte-garderie, dont l'objet principal est d'assurer la garde d'enfants que leurs parents ne peuvent emmener et reprendre à l'école à l'heure d'ouverture de leur classe et immédiatement après la fin des activités scolaires, ne peut être regardée comme une composante nécessaire à la scolarisation d'un enfant, même lorsque celui-ci est handicapé et requiert à ce titre un traitement particulier ; qu'il ne peut être considéré, dès lors, que la mise à disposition d'une personne pour accompagner un enfant scolarisé handicapé durant les périodes de garderie serait au nombre des moyens nécessaires pour que le droit à l'éducation et l'obligation scolaire aient, pour cet enfant, un caractère effectif ;

8. Considérant qu'il résulte des points 5 à 7 que les conclusions à fin d'injonction de M. Brahime ne peuvent être accueillies ;

Sur les autres conclusions :

9. Considérant, en premier lieu, qu'en vertu des dispositions de l'article 41 de la loi du 29 juillet 1881 reproduites à l'article L. 741-2 du code de justice administrative, les tribunaux administratifs peuvent, dans les causes dont ils sont saisis, prononcer, même d'office, la suppression des écrits injurieux, outrageants ou diffamatoires ; que, toutefois, les passages critiqués par M. Brahime n'excèdent pas le droit à la libre discussion et ne présentent pas un caractère injurieux, outrageant ou diffamatoire ; que les conclusions du requérant tendant à leur suppression doivent par suite être rejetées ;

10. Considérant, en deuxième lieu, qu'il n'appartient pas à la juridiction administrative d'ordonner des mesures spéciales de publicité de ses jugements ; que les conclusions de M. Brahime tendant ce que la juridiction publie « son ordonnance sur son site internet » ne peuvent qu'être écartées ;

11. Considérant, en troisième lieu, que si M. Brahime demande au tribunal de « constater la résistance abusive du rectorat » et « le refus partiel d'exécuter l'ordonnance du juge des référés n° 1600152 du 1<sup>er</sup> février 2016 », de telles demandes sont relatives à des difficultés d'exécution d'une décision de justice, relevant de la procédure décrite aux articles L. 911-4 et R. 921-1 et suivants du code de justice administrative ; qu'elles ne sont pas recevables dans le cadre de la présente requête au fond et ne peuvent, par suite, qu'être rejetées ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

12. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat la somme de 100 euros au titre des frais exposés par M. Brahime dans le cadre de la présente instance et non compris dans les dépens ;

**D E C I D E :**

Article 1<sup>er</sup> : La décision du 11 janvier 2016 de l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'Education nationale d'Ille-et-Vilaine est annulée.

Article 2 : L'Etat versera à M. Brahime une somme de 100 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête de M. Brahime est rejeté.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à M. Fabrice Brahime et à la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Une copie pour information sera transmise au recteur de l'académie de Rennes et à la commune de Bruz.

Délibéré après l'audience du 2 juin 2016, à laquelle siégeaient :

M. Vergne, premier conseiller faisant fonction de président,  
M. Le Roux, premier conseiller,  
Mme Grenier, première conseillère.

Lu en audience publique le 30 juin 2016.

Le rapporteur,

L'assesseur le plus ancien,

Signé : G.-V. VERGNE

Signé : P. LE ROUX

La greffière,

Signé : A.-F. DENIER-QUEMENER

La République mande et ordonne à la **ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.